

Arrêté n° 25 - 2024-06-26-00002 du **26 JUIN 2024**

**levant la mise en demeure prise à l'encontre de la société ALLRIM, pour son établissement
situé sur la commune de AUDINCOURT**

**Le préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5 ;

VU le Code de justice administrative ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de Madame Nathalie VALLEIX, secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon ;

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007/DDD/5B/N°2007210301497 du 21 mars 2007 autorisant la société ALLRIM à exploiter une installation de fabrication de polymères ;

Vu l'arrêté n° 25 - 2023 - 03 - 22 - 00007 du 22 mars 2023 mettant en demeure la société ALLRIM de respecter ses prescriptions au titre des installations classées ;

Vu l'arrêté n° 25-2024-03-25-00001 du 25 mars 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu le récépissé de déclaration en date du 3 juin 1986 antérieurement délivré à la société ALLRIM pour l'établissement qu'elle exploite sur la commune d'Audincourt ;

Vu les constats effectués le 30 mai 2024 sur site par l'Inspection des installations classées,

Vu le rapport du 11/06/2024 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'Inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le préfet de département est le représentant de l'État qui a l'autorité administrative sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a mis en place les dispositifs permettant de recueillir les produits d'extinction d'un éventuel incendie ;

CONSIDÉRANT que les obligations fixées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 25 - 2023 - 03 - 22 - 00007 du 22 mars 2023 susvisé sont dès lors satisfaites ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture du DOUBS ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : LEVÉE DE LA MISE EN DEMEURE

L'arrêté préfectoral n° 25 – 2023 – 03 – 22 – 00007 du 22 mars 2023 mettant en demeure la société ALLRIM exploitant une installation de fabrication de polymères sise ZA les Abletiers, 5 rue de la Jalésie sur la commune de AUDINCOURT (25) de respecter certaines dispositions applicables à son installation, est abrogé.

ARTICLE 2 - NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ALLRIM dont le siège social se situe ZA les Abletiers, 5 rue de la Jalésie sur la commune de AUDINCOURT (25).

ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Besançon dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

ARTICLE 4– EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de la commune de AUDINCOURT.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Nathalie VALLEIX